



## **Brigitte Adjamagbo-Johnson : « La Coalition des 14 n'a jamais appelé au boycott de l'élection du 20 décembre 2018 »**

*Surprenante déclaration. Au micro de nos confrères de Afrika Stratégies France, la coordinatrice de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition a indiqué n'avoir jamais appelé au boycott des élections législatives du 20 décembre dernier, au scrutin auquel n'a pourtant pas pris part, ce regroupement de partis de l'opposition togolaise. « La Coalition des 14 partis de l'opposition n'a jamais appelé au boycott de l'élection du 20 décembre 2018 ; mais elle a exigé et continue de réclamer des réformes constitutionnelles et institutionnelles et des conditions de transparence des élections au Togo en vue d'une alternance et c'est pour ce faire qu'elle a demandé au peuple togolais d'empêcher par tous les moyens légaux la tenue de ce scrutin et elle fut écoutée », a déclaré Mme Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson qui est dans une longue interview, revenue par ailleurs sur divers sujets notamment la crise togolaise, les manifestations de rue avec celle encore en perspective le 12 janvier prochain, les dernières législatives, la CEDEAO, les démarches des facilitateurs pour une sortie de crise, et entre autres la*

***Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Nous vous proposons l'intégralité de l'interview.***

**Afrika Stratégies France: La C14 a appelé au boycott, le pouvoir a organisé de façon unilatérale ce scrutin. Est-ce que vous regrettez cette politique de la chaise vide ?**

**Brigitte Adjamagbo-Johnson:** La Coalition des 14 partis de l'opposition n'a jamais appelé au boycott de l'élection du 20 décembre 2018 ; mais elle a exigé et continue de réclamer des réformes constitutionnelles et institutionnelles et des conditions de transparence des élections au Togo en vue d'une alternance et c'est pour ce faire qu'elle a demandé au peuple togolais d'empêcher par tous les moyens légaux la tenue de ce scrutin et elle fut écoutée. Pour ce qui est de la politique de la chaise vide qui historiquement est une manière intelligente de briller par son absence afin d'être mieux craint ou respecté, je réponds qu'on peut continuer de sauter comme un cabri sur sa chaise en criant « on a gagné, on a gagné » ; mais à quoi servent des victoires à la Pyrrhus, sinon aggraver une situation déjà pénible... La réalité finit toujours par rattraper celui qui a choisi de vivre dans l'illusion. Cette réalité est que plus de 90% des togolais sont restés chez eux ce 20 décembre 2018, et la majorité des 10% qui se sont déplacée a voté nul, autrement dit a exprimé son rejet de ce régime plus que cinquantenaire. Les togolais ont bien compris qu'au Togo, toutes les institutions y compris l'Assemblée Nationale sont verrouillées par ce régime qui distribue des scores aux partis selon son bon vouloir et ils ne veulent plus de ces farces électorales dont le régime seul connaît la recette. Vous savez, on ne fait pas de politique autrement que sur des réalités.

**A la suite de la rencontre d'Abuja le 22 décembre, avez-vous eu l'impression que la Cedeao a lâché la C14 ?**

Les décisions du sommet des chefs d'Etat qui s'est tenu à Abuja au Nigeria révèlent au grand jour les carences de la

Commission de la CEDEAO et les limites de cette institution qui a besoin de réformes pour être plus efficace et plus proche des préoccupations des peuples de la sous-région. Pour une Afrique meilleure, ces réformes s'avèrent urgentes. Sinon, comment comprendre que la Commission, qui a eu la lourde responsabilité d'assister les facilitateurs, ait pu faire montre d'autant de laxisme dans le suivi d'une crise aussi importante que celle que traverse le Togo ? Comment expliquer l'opacité qui a entouré surtout la gestion du processus électoral, la coalition n'ayant reçu aucun des rapports que les experts électoraux recrutés par la CEDEAO ont produits ? Il faut croire aussi que la dépendance de forces obscures donneurs d'ordre et des jeux d'intérêts ont lourdement pesé sur la manière dont l'institution a réglé la crise togolaise. Mais, ceci étant, nous avons toujours dit qu'il appartient aux togolais de se battre eux-mêmes pour obtenir l'alternance qui est pour eux une aspiration profonde.

J'ajoute que le cas togolais doit servir d'exemple aux peuples africains en lutte et les inciter au-delà des frontières à créer des liens de solidarité afin de faire de notre CEDEAO, une institution au service des peuples. Je saisis aussi cette opportunité pour saluer, féliciter la Vice-présidente du parlement sous régional et tous les parlementaires qui ont défendu le droit et la justice au nom des populations africaines qui les ont élus. Cette forme de redevabilité vis-à-vis des populations devrait inspirer également les chefs d'Etats de la CEDEAO.

**Aujourd'hui, quelles relations entretenez-vous avec les facilitateurs, sachant que l'institution régionale a mis fin à leur médiation ?**

L'institution régionale a mis fin à la médiation des facilitateurs sans qu'il n'y ait eu un bilan inclusif de la facilitation et en se contentant de prendre acte de la tenue des élections. On n'a pas besoin de faire une école de science politique pour comprendre que cette décision traduit un

malaise et illustre un échec. Vous demandez nos rapports avec les facilitateurs, a priori que voulez vous que les togolais leur reprochent personnellement avec toutes les pesanteurs techniques et politiques qui ont certainement handicapé leur action ?

**Vous avez appelé à une manifestation pour le 12 janvier. Quels autres moyens de pression avez-vous pour faire avancer les choses dans le sens qui est le vôtre ?**

Si nous avons d'autres moyens de pression, vous convenez avec moi que votre tribune n'est pas le lieu approprié pour l'étaler. Retenez tout de même que pour nous le combat continue. Bientôt ce régime aura 52 ans. Il a vu naître Monsieur Faure Gnassingbé qui ayant pris la place de son père dans les conditions que nous connaissons tous, compte gouverner aussi le Togo à vie et prépare un des rares demi-frères encore proches à prendre éventuellement sa succession. Mais hélas ! Ceci ne demeurera qu'un rêve. Il y a un peuple qui est entré en résistance tel qu'il l'a montré le 20 décembre 2018, et qui poursuivra sa lutte pour se libérer de plusieurs années de servitude.

**Vous n'êtes plus au parlement, je veux parler de la C14, vous ne serez pas à la CENI. N'est-ce pas un début de la fin ?**

Le combat dont la C14 s'est fait le porte-parole depuis août 2017 a pour finalité l'alternance. Être au parlement, n'est pas une fin en soi. Encore que cette position vous serve à faire avancer votre pays. Ce qui n'est pas le cas dans la dictature que nous combattons. Le régime s'est toujours servi du parlement qu'il a toujours eu le souci de contrôler, comme de toutes les autres institutions, pour se maintenir. La CDPA (Convention démocratique des peuples africains, d'obédience socialiste, Ndlr), parti clandestin depuis 1987, n'était pas au parlement lorsqu'elle a contribué à déclencher le mouvement du 5 octobre en 1990 ; le PNP (Parti national panafricain) lui non plus n'était pas au parlement en août 2017, lorsqu'il a

réussi à organiser les manifestations à l'origine de la phase actuelle de lutte. Le pouvoir croit avoir trouvé une échappatoire aux changements profonds que demande le peuple en se fabriquant une opposition sur mesure. Au contraire avec son assemblée nationale godillot, il ne fera qu'amplifier une crise sociopolitique qui plonge ses racines dans des frustrations incommensurables générées par une gouvernance politique et économique aujourd'hui contestée.

**Si Faure Gnassingbé vous propose, à la C14, une entrée au gouvernement, quelle sera votre réponse ?**

Ecoutez, vous venez à peine de prédire la mort de la C14 et vous me demandez juste après si ce cadavre que vous déclarez en sursis ferait son entrée au gouvernement de Faure Gnassingbé ?

Je vous fais observer que c'est vous-même qui reconnaissez là, que non seulement la C14 est debout, bien debout, mais aussi et surtout qu'elle est une force incontournable que le régime cherche à casser depuis des mois ou à défaut, à dompter par tous les moyens. Vous me demandez si la C14 va rentrer dans un gouvernement de Faure Gnassingbé, après des élections frauduleuses ? Mais monsieur, c'est une vieille recette réchauffée qui n'attirerait aucune opposition digne de ce nom ! La sagesse voudrait que le Chef de l'Etat dans un sursaut d'orgueil prenne conscience de ce que les élections du 20 décembre n'ont fait que compliquer la crise que nous traversons et réalise que la solution se trouve dans la mise en place d'une transition pour opérer de manière consensuelle les réformes toujours attendues par les populations, et pour préparer de manière consensuelle de vraies élections démocratiques et transparentes dont seuls les résultats seront susceptibles de permettre une sortie de crise.

**Quelle lecture faites-vous du scrutin ? Résultats, taux de participation, etc...**

La lecture que je fais de ce scrutin ? La même que le régime

qui l'a voulu et organisé envers et contre tous, malgré les apparences qu'il se donne : un fiasco pour les initiateurs qui ont essuyé un rejet massif par les populations. Oui, le taux de participation qui avoisine à peine 10% des inscrits est un indicateur qui laisse présager d'un futur sombre si le régime ne se ressaisit pas pour faire face à la réalité. Un autre indicateur qui devrait faire réfléchir le régime est le taux de bulletins nuls surtout au niveau des corps habillés, la seule frange de la population qui s'est exprimée à 100% ; ce taux disais-je, démontre que le seul pilier de ce régime cinquantenaire n'arrête pas de se lézarder. Voilà quelques-unes des réalités que le régime veut cacher. Mais il est difficile de cacher le soleil avec une main. Pour le reste chacun sait que les résultats proclamés étaient connus avant le vote, y compris le chef de file de l'opposition maison. Il est inutile de commenter un fait sans enjeux.

### **A quoi les Togolais doivent s'attendre dans les semaines et les mois à venir ?**

Cette question vous devez l'adresser aux tenants du régime qui après la parodie d'élection, espèrent contenir la colère populaire en déclenchant ici et là des opérations d'intimidations menées par des militaires et en orchestrant une grotesque et coûteuse campagne de lynchage médiatique de l'opposition. Vous savez, les togolais ne se sont réveillés un matin d'août 2017 pour aller se coucher un soir de décembre 2018 comme si rien ne s'était passé depuis plus d'un an. Les faits sont têtus et les mêmes causes génèrent toujours les mêmes effets ? Ce régime le sait mieux que nous. Il sait que les togolais attendent la première occasion pour lui rappeler que c'est eux qui vivent les conséquences de sa gouvernance économique et politique calamiteuse et c'est encore eux qui subiront les lois iniques de son assemblée nationale monocolorie où siégeront les 91 députés nommés.

Par contre, ce régime ignore toujours que ce n'est pas avec la ruse et la répression qu'on tue des idées et les aspirations

profondes d'un peuple. Si tel était le cas il n'aurait jamais connu un 5 octobre 1990 et encore moins un 19 août 2017. Pour notre part à la C14, il est certain que les togolais sont fatigués de ce régime et ils le lui ont encore signifié ce 20 décembre 2018. Nous leur réitérons notre engagement et notre détermination à rester avec eux ; autrement dit notre objectif reste le même et nous nous organisons pour résister, car la lutte d'un peuple est invincible.